



Migration Ville à Ville en Méditerranée

Dialogue, Connaissances et Action

Rencontre entre pairs

*Comment développer les connaissances sur la migration urbaine :
Outils et pratiques innovants pour relever le défi des données*

19-20 mars 2019, Centre Culturel Al Hussein, Amman

Synthèse des discussions

Contexte

Ce document est une synthèse des résultats de la rencontre régionale entre pairs organisée dans le cadre du projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) sous les auspices de la Municipalité du Grand Amman (GAM) les 19 et 20 mars 2019. Cet événement a réuni plus de 50 participants de 13 villes différentes, une association nationale d'autorités locales, 2 sections régionales de CGLU, ainsi que des experts et représentants d'organisations internationales. Les participants ont été sélectionnés au moyen d'un processus de sélection compétitif. Le programme est disponible [ici](#).

Cette première rencontre régionale entre pairs a abordé la question des défis que rencontrent les villes et les autorités locales dans le domaine des données sur la migration et les politiques d'inclusion. Cette thématique découle des recommandations et des priorités définies par les villes lors de la réunion de lancement de la phase II du projet MC2CM qui s'est tenue à Vienne en octobre 2018. Cet événement s'est déroulé sous la règle de Chatham House, signifiant que les commentaires issus des discussions et échanges, en dehors des déclarations officielles et des études de cas présentées, ne sont pas attribués.

Les photos de l'événement sont disponibles [ici](#).

Ouverture officielle et mots d'accueil

Ahmad Al Malkawi, Directeur de la Municipalité du Grand Amman, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Maire Dr. Yousef Al Shawarbeh, tout en rappelant la riche histoire et l'identité de la ville d'Amman en relation avec la migration. M. Al Malkawi a également souligné la capacité de la ville à s'appuyer sur ses expériences passées pour renforcer sa capacité d'absorption et sa résilience, dans l'objectif d'assumer son rôle en tant que ville et de garantir l'accès de tous aux services.

Sarah Schlaeger, Chef du Bureau ICMPD Jordanie, a souligné que le projet MC2CM vise à explorer et à valoriser le lien entre l'urbanisation et la migration afin de profiter des avantages qu'apporte la



diversité pour tous les citoyens. A cet égard, Mme Schlaeger a reconnu la pertinence de ce projet non seulement pour le programme méditerranéen de l'ICMPD mais également pour la promotion de politiques migratoires fondées sur des preuves à tous les niveaux de gouvernance, en reliant le renforcement des capacités dans le domaines des données à la promotion d'un discours équilibré sur la migration.

Lamine Abbad, Chargé de projet à CGLU a présenté les objectifs et la méthodologie d'échange de la rencontre. M. Abbad a mis l'accent sur le rôle essentiel du partage de pratiques et d'expériences locales entre villes confrontées aux mêmes contraintes et œuvrant à créer des solutions réalisables et adaptées aux contextes locaux.

Concepts clés et définitions

Hadi Assaf, expert indépendant, a présenté les concepts clés et les cadres relatifs aux défis en matière de données et d'outils d'innovation, sur la base du [document de référence](#) comprenant :

- Des politiques, ainsi qu'un suivi et une évaluation efficaces, notamment en matière d'accueil et d'intégration des migrants, dépendent en grande partie de l'accès à des informations précises et actualisées au niveau national et local ;
- Les limites imposées sur la disponibilité, l'exactitude et la qualité des données entravent le développement de politiques bien informées, qui restent largement influencées par les perceptions publiques et les priorités politiques ;
- Les gouvernements doivent chercher à promouvoir un discours équilibré sur la migration basé sur les contributions des migrants et réfugiés au secteur économique et au marché du travail, et sur leur véritable impact sur les systèmes de protection sociale ;
- La coordination interinstitutionnelle et les partenariats locaux avec les parties prenantes telles que les organisations de la société civile (OSC) y compris les associations d'aide aux migrants et les institutions de recherche, le secteur privé et les organisations internationales peuvent ainsi garantir la collecte et le partage des données ;
- Les indicateurs sont nécessaires pour décomposer les objectifs généraux des politiques en objectifs spécifiques, faciliter le suivi du progrès et fournir une source importante d'informations pour l'évaluation des résultats ;
- Les informations et données sur la migration proviennent de différentes sources : statistiques (recensement de la population et du logement, enquêtes auprès des ménages), administratives (permis de résidence, passages frontaliers) et innovantes ou « big data » (téléphones mobiles, transferts d'argent, médias sociaux, capteurs numériques).

Fátima Fernández, Chargée de projets à CGLU, a réitéré l'importance des données locales pour suivre et évaluer la réalisation des agendas et objectifs mondiaux. Mme Fernández a rappelé que le Pacte mondial pour les migrations (PMM) et le Pacte mondial sur les réfugiés (GCR) considèrent les données locales comme « élément crucial » de l'adoption de politiques informées et a insisté sur l'importance d'instaurer un climat de confiance et de créer des espaces sécurisés pour atteindre les populations migrantes indépendamment de leur statut légal. Présentation disponible [ici](#).

Deema Abu Thiab, Coordinatrice du Programme National à ONU-Habitat Jordanie, a attiré l'attention sur le fait que l'accélération rapide de l'urbanisation et des taux de pollution sont fortement liés aux flux migratoires croissants qui doivent être abordés et traités. Mme Abu Thiab a présenté la stratégie urbaine élaborée par ONU-Habitat en Jordanie en collaboration avec les

partenaires locaux et a salué le rôle que jouent les observatoires urbains pour établir des profils urbains au niveau des villes et des quartiers, et mener des analyses documentaires et enquêtes locales. Présentation disponible [ici](#).

Observatoires locaux et indicateurs pour faire face aux défis des données

Akram Khraisat, Directeur de l'Observatoire urbain d'Amman (AUO), a développé et détaillé davantage la question des indicateurs en présentant le travail réalisé par l'Observatoire urbain d'Amman dans le but d'améliorer la planification urbaine stratégique et la prise de décision informée pour les acteurs des deux secteurs public et privé. M. Khraisat a souligné l'importance des indicateurs internationaux utilisés à des fins de benchmarking de façon à définir la position de la ville par rapport aux autres. Au niveau de la gouvernance locale, l'Observatoire vise à renforcer un réseau de départements interconnectés dont les décisions sont subsidiaires. A titre d'exemple, les indicateurs sur l'éducation ou la santé peuvent être connectés à des projets d'infrastructure, évitant ainsi les incohérences et renforçant la résilience de la ville.

L'approche sur la question des données sur la migration dans la ville est intégrée à travers une analyse des indicateurs indirects tels que les données sur la collecte des déchets solides, contribuant ainsi à la planification urbaine et à la gouvernance au sein de la ville. Présentation disponible [ici](#).

La question des indicateurs internationaux a été également abordée par **Francesca Lionetti, Chargée du programme "Cités interculturelles" du Conseil de l'Europe**, qui a présenté l'Index des Cités interculturelles (ICC), et par **Jesús Salcedo, Expert associé à ONU-Habitat**, qui a mis en avant l'indice de prospérité des villes (CPI).

***Index des Cités interculturelles (ICC),
Francesca Lionetti
Conseil de l'Europe***

L'index des Cités interculturelles (ICC) s'inscrit dans le cadre du programme "Cités interculturelles" lancé en 2009 par le Conseil de l'Europe en partenariat avec 12 cités pionnières. Cet index est formé d'un ensemble d'indicateurs axés des mesures politiques concrètes. A cet égard, ICC vise à promouvoir le renforcement des capacités pour des villes souhaitant développer, mettre en place, et mieux évaluer leurs politiques interculturelles, avec l'objectif ultime d'aider les villes à tirer profit des avantages de la diversité. Jusqu'à présent, parmi les 135 villes membres, 97 ont participé à l'exercice d'évaluation des performances qui comprend un processus d'auto-évaluation de 83

***Indice de prospérité des villes (CPI),
Jesús Salcedo
ONU-Habitat***

Le CPI soutient les villes dans le processus d'élaboration de politiques fondées sur les preuves, ainsi que dans le suivi et l'évaluation des mesures mises en place. Cet indice s'inscrit dans le cadre de l'Initiative pour la prospérité des villes, visant à renforcer les capacités de suivi et la responsabilisation des villes vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Nouvel Agenda Urbain. Son objectif est de contribuer à l'identification des inhibiteurs et des facilitateurs de l'action des villes couvrant 6 dimensions de la prospérité urbaine. Cette initiative comprend également un indice de

questions couvrant 12 dimensions différentes de l'intégration et de l'inclusion. Présentation disponible [ici](#).

perception s'appuyant sur les perceptions citoyennes. Présentation disponible [ici](#).

Défis rencontrés dans la collecte des données sur la migration au niveau local

Les discussions qui ont suivi ont porté sur les défis liés à la collecte et au traitement de données sur la migration au niveau local. Parmi ces défis nous retenons :

Le manque de données

- Des informations supplémentaires sont indispensables pour faire évoluer la planification urbaine, l'accès aux services et la gouvernance de la migration urbaine en général.
- La gestion de la migration relève souvent des compétences des gouvernements nationaux, de même que la collecte et le traitement des données sur la migration. Les statistiques nationales sont peu détaillées et les gouvernements locaux ne disposent pas des compétences nécessaires pour accomplir cette tâche.
- Les indicateurs fournis par les agendas mondiaux se réfèrent souvent sur des données non disponibles ou uniquement disponibles au niveau national.
- De même, il s'avère difficile pour les autorités locales d'obtenir des informations sur les migrants en transit ou en situation irrégulière.

Le manque de capacités et d'outils

- Dans le cas de données facilement accessibles, les autorités locales ne disposent cependant pas des moyens et outils nécessaires pour analyser, interpréter et comparer ces données.
- Les gouvernements locaux ne disposent pas des outils et mécanismes requis pour extraire les données disponibles et élaborer des politiques fondées sur des preuves, par manque de ressources humaines et financières nécessaires.
- L'absence de mécanismes de coordination interdépartementale entraîne le chevauchement des données d'où l'impossibilité de comparer ces données.
- Le statut légal de certains migrants les empêche de s'adresser aux autorités locales dans l'objectif d'avoir accès aux services publics.

La volonté politique

- Il est nécessaire de donner la priorité aux données et de consacrer les ressources nécessaires à la collecte et à la présentation des informations pour contribuer à l'élaboration de politiques.

Données locales dans un contexte de faible décentralisation: le cas du Cameroun

Dans certains pays comme le Cameroun, le faible niveau de décentralisation et le manque de ressources du Bureau de recensement (BUCREP), dont le dernier recensement a été réalisé en 2005, rendent la collecte de données fiables sur la migration extrêmement difficile pour les villes. S'ajoute à ces facteurs, la tendance à traiter la migration du point de vue de la sécurité, en affectant une grande partie des ressources allouées à la gestion des frontières. D'un autre côté, les tensions



croissantes entre les régions anglophones et francophones sont exacerbées par les impacts des mouvements humains dans les zones frontalières du pays. Face à cela, des initiatives ont été lancées dans plusieurs villes pour pallier à ce manque mais ces initiatives manquent de coordination et de précision. Dans ce sens, l'Association des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) cherche à unir la voix des municipalités pour fournir aux autorités locales les données nécessaires pour l'élaboration de politiques plus rigoureuses et plus appropriées.

Présentation disponible [ici](#).

Opportunités, apprentissages et perspectives

SIG et mécanismes de coordination

Les progrès des technologies digitales et en particulier des systèmes d'information géographique (SIG), ont suscité un grand intérêt lors de cette rencontre. La possibilité de localiser sur la carte de la ville des ensembles de données allant du recouvrement des impôts, à la collecte des déchets ou aux situations d'urgence enregistrées (par exemple les incendies), avec l'opportunité de croiser des données entre différents départements, représentent des opportunités de suivi des politiques d'inclusion et de cohésion sociale et d'élaborer des politiques adaptés aux besoins identifiés dans chacune des villes.

Indicateurs indirects disponibles au niveau local

A travers les activités mises en place, les participants ont identifié les indicateurs et les outils qui, bien qu'ils ne soient pas complètement conformes à certains indicateurs standards ou ne donnent pas une image complète de la situation de la migration, peuvent contribuer au renforcement des politiques fondées sur des preuves. Les participants ont notamment identifié des sources de données pour le développement d'indicateurs au niveau local qui pourraient contribuer à la mise en place et au suivi des recommandations liées à l'accès au marché du travail, à la participation à la vie politique, à l'éducation, à la planification urbaine et la mise à disposition des instruments d'accueil. Dans beaucoup de cas, la possibilité de collecte de données (à travers des questionnaires ou le dénombrement des personnes, projets...) nécessite la mise en place de certains espaces et services qui permettraient une meilleure communication avec les migrants, à travers les instruments d'accueil, le renforcement des compétences ou la promotion de la culture d'inclusion sur le territoire urbain.

Les « Big Data » comme fenêtre d'opportunité

Plusieurs interventions et contributions ont rappelé le fait que le secteur privé exploite déjà les données des citoyens, sans que les autorités publiques ne puissent profiter de telles ressources. A cet égard, les « big data » devrait être considérées comme opportunité pour les autorités régionales et locales, sachant que nombres de potentialités restent à explorer. Les « big data » représentent d'énormes volumes de données générés à travers des outils digitaux telles que les plateformes, les téléphones mobiles et les services de transfert d'argent en ligne. Les enregistrements des données relatives aux appels téléphoniques, qui sont des enregistrements digitaux anonymes collectés par les réseaux de téléphonie mobile, sont également utilisés dans le domaine de la migration.

Coopération avec les OSC et les associations d'aide aux migrants

La capacité à collecter les données et à élaborer des politiques fondées sur les preuves est directement liée à la capacité à instaurer des espaces de confiance permettant d'être en contact avec



les populations de migrants indépendamment de leur statut légal, et de garantir la protection de leur données personnelles. A cet égard, de nombreuses ONG et d'associations d'aide aux migrants entretiennent d'étroites relations avec les migrants et ont accès à des informations plus détaillées et précises que les autorités locales. Pour cela, l'implication de la société civile et le développement de mécanismes de coordination dans l'objectif de garantir le droit des migrants à la ville, revêt une importance particulière au niveau local, où les gouvernements ne disposent souvent pas des moyens ou de la légitimité leur permettant de mettre en place ces politiques de façon autonome.

Principaux apprentissages et recommandations

- 1. Les politiques fondées sur des preuves s'avèrent indispensables à la promotion d'un discours équilibré sur la migration.** Une connaissance adéquate et rigoureuse du phénomène migratoire prévient le développement de politiques migratoires reposant sur des arguments émotionnels, déformés et discriminatoires.
- 2. Les organisations de la société civile (OSC) constituent un acteur clé** permettant d'instaurer un climat de confiance et d'accéder à une meilleure connaissance du terrain. De par le travail de prestation de services et la confiance créée avec les populations migrantes, la société civile est en mesure de rapprocher les autorités locales des toutes les communautés présentes dans la ville.
- 3. La coordination interinstitutionnelle est indispensable.** La gouvernance multi-niveaux est indispensable pour éviter la redondance dans la collecte et la production de données, et assurer la bonne cohérence des politiques en place.
- 4. Les données doivent être précises, comparables et mise à jour.** Afin que les autorités locales puissent contribuer à garantir l'accès des migrants aux droits et services, tel que défini dans les agendas nationaux et mondiaux, les données recueillies doivent être rigoureuses, comparables et à jour.
- 5. Les indicateurs mondiaux permettent la comparaison à l'international, cependant, il n'est pas toujours possible de les utiliser pleinement.** Certains indicateurs proposés par les agendas mondiaux tels que l'Agenda 2030, ont été conçus pour une mise en place au niveau national et il serait difficile ou quasiment impossible de les désagréger au niveau local.

Prochaines étapes du projet

Ana Feder, Chef de projet MC2CM à l'ICMPD a défini les prochaines étapes et perspectives du projet comprenant les activités suivantes :

- Appel à propositions ouvert jusqu'au 27 mars
- Réunion d'apprentissage régional entre pairs à Sfax (Tunisie) les 25 et 26 juin
- Réunion d'apprentissage entre pairs à Beyrouth (Liban) en Septembre
- Prochains webinaires

Présentation disponible [ici](#).

Synthèse et clôture



Julien Simon, Coordinateur régional pour la Méditerranée à l'ICMPD, a clôturé l'événement en réitérant le besoin d'aborder la migration au travers d'approches multipartites, ainsi que la nécessité pour les projets de dialogues migratoires de proposer une offre pertinente et de qualité afin de pouvoir soutenir de façon efficace les auteurs des politiques. M. Simon a également mis en garde contre les politiques basées sur les émotions et a rappelé que les données sont indispensables non seulement pour l'élaboration de politiques efficaces mais également pour le suivi et l'évaluation de leurs progrès. La comparabilité des données est un processus ambitieux et de long terme, qui s'appuie sur le renforcement des compétences en vue d'encourager et de consolider la volonté, la responsabilisation et l'appropriation du sujet par les villes.

Nisreen Alaraj, Conseillère du Maire pour les projets et la coopération internationale à la Municipalité du Grand Amman, a mis en avant le rôle de la culture riche et diversifiée faite des flux migratoires qui a façonné l'histoire d'Amman. De fait, toute personne résident à Amman est considérée comme citoyen de cette ville. Mme Alaraj a souligné le fait que l'inclusion locale induit de protéger tous les citoyens sans en négliger aucun et répondre aux besoins de tous.

Annexe: Exemples de cas pratiques sur la collecte de données locales par les villes membres du projet MC2CM

Système de surveillance du processus d'intégration à Vienne

38% des résidents de la ville de Vienne ne sont pas originaires d'Autriche et sont titulaires d'un passeport étranger. En 2007, la ville a lancé un système de suivi de la diversité et de l'intégration au niveau local, un outil qui permet de surveiller en permanence le niveau d'intégration des citoyens et d'évaluer la qualité de gestion de la diversité par la ville. Le [système de suivi](#) mis en place à Vienne consiste en une série de bases de données visant à promouvoir l'objectivité dans les débats publics sur la migration et l'intégration, et représente une source de données pour l'élaboration de politiques fondées sur les preuves. Ce système regroupe plusieurs experts de différents départements de l'administration, ainsi que des chercheurs et experts des différents domaines des sciences sociales. Cet outil assure le suivi des données disponibles sur l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la vie politique, au logement et autres, afin de déterminer dans quelle mesure le statut social des citoyens, leur niveau d'éducation, d'avancement professionnel et autres, sont impactés par leur parcours migratoire. A cet effet, cet outil s'appuie sur un ensemble de données basées sur les registres lancées en 2001 et en grande partie sur les enquêtes européennes sur l'emploi et l'enquête les revenus et les conditions de vie (EU-SILC). Cet outil couvre en particulier 8 domaines: (i) égalité et participation, (ii) éducation, (iii) emploi et marché du travail, (iv) revenu et sécurité sociale, (v) santé, (vi) logement, (vii) infrastructure et (viii) espace public et cohabitation. Depuis sa mise en place il y a 10 ans, ce système de suivi de l'intégration a appuyé l'approche visant l'élaboration de politiques axées sur la diversité avec des résultats satisfaisants. Lien vers la présentation [ici](#).

Le système d'information géographique de Gaziantep

Dans l'objectif d'améliorer une action municipale coordonnée, la ville de [Gaziantep](#) a mis en place depuis quelques années un système d'information géographique impliquant plusieurs départements chargés d'intégrer et mettre à jour les données relatives à leur secteur, permettant ainsi le croisement d'informations sur la carte géographique de la ville offrant ainsi des informations variées sur les incidents, les situations d'urgence, et autres. L'objectif de ce système consiste non seulement à surveiller les incidents tels que les incendies ou d'autres situations d'urgence, mais aussi à proposer des réponses adéquates aux phénomènes de plus large incidence. Par exemple, grâce aux informations renseignées par le service de sécurité incendie dans la base de données, le système d'information géographique permet d'établir des "cartes thermiques" qui identifient les zones où les incendies ont le plus d'impact. Ainsi, les autorités locales sont non seulement en mesure de surveiller de plus près la zone en question, mais peuvent également mettre en place des activités d'information et de sensibilisation à l'intention des citoyens, pour savoir prévenir et réagir à ces phénomènes. Outre les différents services municipaux, d'autres acteurs tels que les représentants communautaires, les universités, les ONG et les chambres de commerce participent à ce projet. Lien vers la présentation [ici](#).

Le système d'information géographique "WeRamallah"

Le système d'information géographique (SIG) de Ramallah propose une plateforme intersectorielle intégrée permettant de collecter, gérer, examiner, analyser et visualiser un ensemble de données spatiales détaillées à l'échelle de la ville. Destiné à la fois aux citoyens et aux visiteurs, ce système de collecte de données SIG met à jour les données du terrain pour améliorer la qualité des services, notamment d'inclusion, tout en fournissant des informations fiables nécessaires pour la planification urbaine et la prise de décision. Parallèlement au développement de ce système, plusieurs



applications interactives ont été créées à l'intention du personnel et du grand public, et sont disponibles gratuitement sur www.ramallah.ps/gis. Les applications permettent aux agents de terrain de tous niveaux d'expérience de capturer et renvoyer des données précises dans la base de données municipale. Pour tout actif ou observation, un certain nombre de détails peuvent être documentés à l'aide d'informations descriptives, de photos, de vidéos, d'enregistrements audios ou de tout autre type de support. L'objectif est de mener une analyse géospatiale solide permettant de comprendre certains phénomènes locaux. Lien vers la présentation [ici](#).

Bilbao et l'application locale de l'Index des Cités interculturelles

Dans le cadre du programme des Cités interculturelles du Conseil de l'Europe, la ville de [Bilbao](#) a contribué à la conception et à l'élaboration de l'Index ICC évaluant la sensibilité des politiques locales à la diversité et d'agir sur les aspects nécessitant des améliorations. Ainsi, partant de la nécessité d'intégrer la [perspective interculturelle](#) dans les politiques municipales, et de la volonté d'apprendre des autres villes, Bilbao a été en mesure de relever les défis démographiques et de lutter contre la discrimination. Grâce à cette initiative, la ville a réussi à accéder à un outil transversal et participatif, bénéficiant de l'appui d'experts et d'acteurs impliqués dans cette initiative transnationale. A travers les questionnaires, les enquêtes et les travaux interinstitutionnels menés, la ville de Bilbao a confirmé en 2013 que l'un de ses principaux points faibles était l'absence d'une politique favorable à l'interculturalité et à la lutte contre la discrimination dans le secteur des médias. Dans cette optique, la ville a concentré ses efforts sur cette question au cours des six dernières années et a réussi à améliorer sa performance pour dépasser la moyenne des villes participant à l'initiative. Lien vers la présentation [ici](#).

RECOMIG: Renforcement des capacités des collectivités territoriales marocaines dans le domaine migratoire

Le « Renforcement des capacités des collectivités territoriales marocaines dans le domaine migratoire » (RECOMIG), est un projet lancé en 2016 par La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), visant à appuyer la territorialisation de la Stratégie Nationale de l'Immigration et de l'Asile (SNIA) du Ministère chargé de Marocains Résidents à l'Etranger et des Affaires de la Migration (MCMREAM) en partenariat avec la Direction générale des collectivités locales (DGCL) rattachée au Ministère de l'Intérieur. Le projet a pour objectif l'amélioration des conditions d'intégration sociale, culturelle et économique des migrants au niveau local pour une meilleure cohésion sociale dans les collectivités territoriales partenaires. Lien vers la présentation [ici](#).